

droit de faire de même. Nous voulons récupérer la terre. Le député de Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo (M. Howe) a signalé les divers domaines dans lesquels les chemins de fer ont réussi, notamment l'entreprise hôtelière, ainsi que les gaz et pétroles, où le CP, en particulier, a remporté énormément de succès. Ils peuvent assurément transporter le blé à travers le pays lorsque nous faisons de grosses ventes à la Chine, à l'URSS et à d'autres pays. Dans bien des cas, ils assurent des services partout dans le monde. Mais ils ont oublié ceux qui paient la note, les citoyens du Canada.

Lorsque les représentants du CN comparaitront devant le comité des transports et des communications, j'espère qu'on ne manquera pas de leur signaler ces points. Ceux qui suivent les matchs de football pendant l'année et la finale de la coupe Grey ne peuvent utiliser les merveilleux services dont les chemins de fer se vantent, la meilleure réfrigération possible, etc. L'avion «Executive» traverse le Canada et son équipage compte les plus jolies filles du monde. On vous fournira les meilleures machines de bureau, tous les genres de revues, et la nourriture la plus fine, mais si vous voulez faire 500 milles à bord d'un train de voyageurs, dans bien des cas, vous ne pouvez même pas obtenir un sandwich. A mon avis, les chemins de fer se sont, de propos délibéré, éliminés eux-mêmes du service des voyageurs.

En terminant, je voudrais ajouter une chose. Aux audiences qui ont eu lieu à Pâques à Owen Sound—et pour les députés, Owen Sound est fort éloignée de leur territoire, mais je leur demande d'écouter, puisque la chose leur arrivera aussi—les chemins de fer ont signalé que les compagnies de transport par autobus prendraient la relève. C'est faux, elles ne prennent pas du tout la relève. Dans bien des cas, de petites villes comme Port Elgin, Southampton et Kincardine, il faut parcourir 300 milles pour arriver à Toronto. Les gens sont obligés de faire le tour du monde pour parvenir à destination. C'est inacceptable.

Je dis aux députés, n'avez pas toutes ces sottises au sujet du service que vous obtiendrez après que les chemins de fer auront fermé boutique, car il n'en est rien. C'est tout ce que je dirai pour l'instant. Je demande simplement aux députés membres du comité des transports et des communications de poser au président du CN, lorsqu'il comparaitra, la question suivante: Monsieur, ne trouveriez-vous pas juste, puisque vous n'honorez pas vos engagements dans le marché conclu, de remettre aux municipalités du Canada les terres qu'elles vous ont cédées pour un service que vous ne leur assurez plus?

[Français]

M. Roland Godin (Portneuf): Monsieur l'Orateur, je siège à la Chambre depuis environ cinq ans et, chaque année, le gouvernement présente un bill pour nous dire que le Canadien National est «dans le trou».

Aujourd'hui, en examinant le bill C-186, la plupart des citoyens seraient portés à croire qu'il y a amélioration et que, de ce fait, il y aurait lieu de se réjouir. Cependant, les employés de cette compagnie, principalement les retraités, sont malheureusement victimes, pour leur part, d'une situation qui n'est guère brillante.

[M. Whicher.]

D'autres députés, il y a un instant, ont éloquentement exposé leur point de vue et celui des principaux intéressés de leur région, et je crois qu'il est de mon devoir d'intervenir, à titre de député de Portneuf, circonscription sillonnée par le Canadien National, et surtout à titre de membre du comité permanent des transports et des communications, lequel a entendu depuis un an plusieurs témoignages concernant les lacunes qui causent des ennuis sérieux aux travailleurs de cette compagnie de la Couronne, notamment aux retraités.

Par exemple, durant l'année écoulée, nous avons appris que 2,500 retraités du Canadien National ne touchent que \$25 par mois, 7,325 ne touchent que \$100 par mois et plus de 8,000 reçoivent moins de \$200 par mois, ce qui veut dire qu'un Canadien qui a participé au progrès de son pays en travaillant pour le Canadien National pendant 40 ans se voit attribuer une pension mensuelle moins élevée que l'allocation versée aux assistés sociaux.

De fait, la semaine dernière, je rencontrais un employé du Canadien National qui me disait qu'après 43 ans de service, il avait vu sa pension fixée à \$211 par mois.

Monsieur l'Orateur, ce sort n'est pas exclusivement réservé au Québec, puisque c'est aussi celui de tous les retraités des chemins de fer canadiens.

Les témoins venus d'Edmonton, de Sarnia, d'Ottawa, de Montréal et de Rivière-du-Loup nous ont fait remarquer, avec chiffres à l'appui, qu'il serait possible pour le Canadien National de majorer de 25 p. 100 les pensions de ses retraités, sans changer le taux des cotisations, ni même toucher au capital, puisque les réserves sont tellement élevées que l'intérêt seul suffit au paiement des pensions des retraités. Et l'importance de ces réserves a été prouvée avant les dernières élections fédérales par un tripartite de l'ordre de 371 millions.

Payé tous les deux jeudis, soit 26 fois par année, pendant un certain temps, l'employé contribuait 5 p. 100 de son salaire à son fonds de pension. Aujourd'hui, il contribue à raison de 6.5 p. 100, soit en moyenne \$25 par deux semaines ou \$600 par année.

De son côté,—selon l'entente établie au début des années 60—le Canadien National doit verser une part égale à la cotisation de l'employé, mais il est arrivé que cette société n'ait pas respecté ses engagements en négligeant de faire ses paiements, en faisant simplement fi de ses obligations, bref, en simplifiant ses obligations par le simple enregistrement de ses dettes au bureau du surintendant des assurances à Ottawa.

Un jour, les représentants du gouvernement, et particulièrement le surintendant des assurances, ont annulé d'un seul trait de plume une dette de 371 millions de dollars, propriété des employés à la retraite du Canadien National, sans même que ces derniers soient consultés. Ce geste faisait dire à M. Edward H. Egan, représentant du local T-700 de l'Union des transports à Ottawa, et je cite:

La direction a administré cette caisse de façon typique et en faisant totalement fi de ses employés. Nous n'avons que du mépris à l'égard des méthodes qu'elle a employées. Voilà maintenant que les employés paient la récapitalisation du chemin de fer et du gouvernement, qui, la main dans la main de la direction, retire cette dette. Il est clair qu'on nous a eus.